

Liberté Egalité Fraternité

République Française - Département de l'Essonne

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL Séance du 19/12/2024

OUVERTURE DE CREDIT PAR ANTICIPATION AU VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 DE LA VILLE

N°2024-092

Le Conseil municipal légalement convoqué le 12/12/2024, s'est réuni le 19/12/2024 à 20h00, sous la présidence de Monsieur Olivier THOMAS, Maire de Marcoussis, dans la salle du conseil municipal de la mairie de Marcoussis.

Etaient présent.e.s sur 29 conseiller.ère.s : 21

M. Olivier Thomas, M. Jérôme Cauët, M. Alexandre Bussière, Mme Emmanuelle Grèze, Mme Sandrine Boëte, M. Gilles Guillaume, Mme Laurence Amichaux, M. Frédérick Baby Marinpouy, M. Sébastien Bouet, Mme Arlette Bourdelot, Mme Natacha El Hayek, Mme Laure Gibou, M. Patrick Mouchelin, Mme Emmanuelle Pic, M. Jérôme Plateau, Mme Hébé Pouchou, Mme Katia Robert-Hautemulle, M. Damien Rousseau, M. Christophe Royer, M. Enzo Sodano, M. Jules Thomas.

21 présent.e.s formant la majorité des membres en exercice.

Absent.e.s excusé.e.s ayant donné procuration : 7

M. Sylvain Legrand à Mme Arlette Bourdelot Mme Catherine Delaitre à M. Alexandre Bussière Mme Justine Giagnoni à Mme Natacha El Hayek Mme Joane Besse à Emmanuelle Pic M. Sébastien Le Ferrec à M. Jérôme Plateau M. Jean-Marc Payen à M. Jérôme Cauët Mme Cécile Revoyre à Mme Sandrine Boëte

Absent.e:

Mme Sonia Roisin

Nombre de votant.e.s: 28

Mme Laure Gibou a été désignée Secrétaire de Séance



Rapporteur: Monsieur Damien ROUSSEAU

VU l'article L2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

CONSIDERANT que dans le cas où le budget n'est pas adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, le Maire est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente;

CONSIDERANT que le Maire est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget ;

CONSIDERANT qu'en l'absence d'adoption du budget avant le 15 avril, le Maire peut, sur autorisation du Conseil Municipal, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette ;

CONSIDERANT la nécessité d'ouvrir des crédits par anticipation selon le détail suivant :

CHAPITRE	LIBELLE CHAPITRE	BUDGET 2024 HORS RAR	QUART DES DEPENSES
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	156 561,00	39 140,25
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	5 289,49	1 322,37
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 164 468,99	1 041 117,25
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 040 961,68	510 240,42
TOTAL		6 367 281,16	1 591 820,29

LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir voté à l'unanimité

- APPROUVE l'ouverture anticipée des crédits d'investissement pour l'exercice 2025 ci-dessus ;
- DIT que l'ensemble des crédits ouverts feront l'objet d'une inscription au budget primitif 2025 ;
- **DIT** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits

Le Maire, Monsieur Olivier THOMAS

